

<https://www.elcorreo.eu.org/Argentine-SOUMISSION-OU-EXILC'est-la-phrase-qui-formalise-le-dogme-libertarien>

Argentine : SOUMISSION OU EXILC'est la phrase qui formalise le dogme libertarien

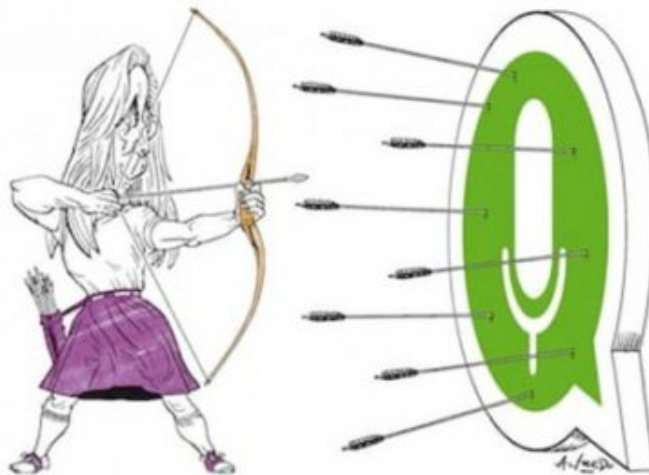
- Argentine -

Date de mise en ligne : mercredi 18 février 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Pour ceux qui détiennent le pouvoir, émettre une nuance ou une objection est un péché mortel ; le désaccord est rejeté, tout comme la conversation. Seuls deux verbes sont acceptables pour appartenir à l' establishment : se conformer et obéir.

Pour le cercle restreint du pouvoir, exprimer une nuance ou une réserve est un péché mortel. La dissidence est catégoriquement rejetée, tout comme la conversation. Seuls deux verbes sont acceptables pour appartenir à l' establishment : se conformer et obéir. Des signes avant-coureurs existaient, mais cela a désormais été reconnu de manière explicite et brutale.



KARINE MILEI par Alfredo Sábat

Les chroniques politiques ont récemment fait état d'une déclaration révélatrice. Elle émane de la secrétaire générale de la présidence et a été prononcée lors d'une réunion informelle avec des députés libertariens : « *Les projets de loi de l'exécutif sont d'abord soumis au vote, puis lus* », leur a-t-elle déclaré avec une franchise dénuée de toute subtilité et d'élégance. Le message est humiliant pour les parlementaires eux-mêmes. Ce que la plus influente fonctionnaire du gouvernement leur dit en substance : « *Vous n'êtes pas là pour lire ou réfléchir, et encore moins pour donner votre avis. Vous êtes là pour lever la main* ». Le plus honteux n'est peut-être pas qu'elle leur ait dit cela, mais qu'ils aient applaudi. C'est ainsi que les chroniques décrivent une réunion, dans un restaurant de sushis de Villa Urquiza, entre la sœur du président et une cinquantaine de membres du bloc parlementaire *La Libertad Avanza*. Elle a eu lieu le mardi 3 février, et ce sont certains des convives eux-mêmes qui en ont révélé les détails. Aucun représentant du gouvernement n'a publié de démenti.

Tout semble confirmer un passé bien connu : la volonté de réduire le Congrès à un simple rôle d'enregistrement, un obstacle à franchir au plus vite, sans débat ni questionnement. Aucune possibilité d'améliorer un projet de loi ou de l'enrichir d'une perspective critique et constructive n'est envisageable. Si cette stratégie a échoué, c'est parce que le parti au pouvoir ne dispose pas d'une majorité écrasante, malgré le renforcement de son emprise parlementaire suite à sa victoire électorale d'octobre. L'ambition, cependant, est claire : renforcer un hyper-présidentialisme concentré, où toute marge de manœuvre pour la délibération interne est réduite à néant.

Ce qui sous-tend la déclaration de la secrétaire générale de la présidence est une conception du pouvoir qui assimile la loyauté à la subordination et la discipline de parti à une obéissance aveugle. Ces dogmes, qui tendent vers l'uniformité et un verticalisme extrême, instaurent un climat d'obséquiosité et de crainte autour du pouvoir. Pour survivre, il faut toujours dire oui ; lever la main sans se demander sur quoi on vote ; signer sans lire les petites lignes. La devise est claire et sans équivoque : soumission ou exil. « *La loyauté n'est pas une option, c'est une condition* »,

avait écrit auparavant la secrétaire générale, dans le même esprit.

Lorsque cette vision interne au parti au pouvoir est explicitée, on comprend mieux l'hostilité du gouvernement « à l'extérieur », envers toute voix critique ou contestataire à l'égard de l'action de l'exécutif. Le mouvement Milei manifeste une résistance structurelle à la dissidence et un profond mépris du dialogue, traits incompatibles avec les valeurs du pluralisme et d'une saine coexistence démocratique. Il ne tolère aucune critique, pas même le doute. En son sein, il applique « *la guillotine* », comme l'a expliqué le président lui-même. À l'extérieur, il recourt au harcèlement, aux insultes, à la disqualification et aux attaques. « *Quiconque souhaite exprimer une opinion doit en assumer les conséquences* » : tel est le message tacite adressé aux chefs d'entreprise, aux économistes, aux artistes et, bien sûr, à la presse. Il cherche à intimider ou à domestiquer les acteurs du débat public : à les « *dompter* », selon le jargon officiel.

C'est dans cet esprit qu'un utilisateur libertarien de Twitter s'est vu confier un poste officiel, chargé de « *réfuter* » ce que le gouvernement considère comme des « fausses informations » afin d'imposer une « vérité » officielle. Bien qu'il ait juré sur X qu'il n'accepterait jamais un emploi au sein du gouvernement, le directeur de cette agence semble désormais ravi d'endosser le rôle de « *commissaire* » rémunéré, chargé de répondre aux journalistes. Qui n'a jamais rêvé, après tout, d'être nommé par décret « *détenteur de la vérité* » ? L'idée paraît irrésistible. Sauf qu'il prend ce rôle tellement au sérieux qu'il lui arrive de réfuter avant même de lire. C'est ainsi qu'il est intervenu pour « *réfuter* » un titre de LA NACION qui citait textuellement une interview. Répondre est pris pour du harcèlement.

Il est paradoxal, après tout, qu'un gouvernement qui rejette l'État propose l'étatisation de « la vérité ». Pourtant, au sein du parti au pouvoir, personne n'a osé remettre en question la monstruosité grotesque du Bureau de réponse officielle, même si une invention similaire du kirchnérisme avait été jugée dangereuse – à juste titre. Mais comme chacun sait, la critique ou l'objection a un prix élevé dans le monde libertarien, tout comme ce fut le cas pour le populisme de gauche.

Cette conception du pouvoir tend à empoisonner le climat politique en Argentine, mais elle peut aussi avoir des effets très néfastes sur la gouvernance à moyen et long terme. En 790 jours depuis son entrée en fonction, le gouvernement de Javier Milei a limogé 226 hauts fonctionnaires, selon le décompte rigoureux mis à jour chaque semaine par le politologue Pablo Salinas. Ce chiffre représente un limogeage tous les quatre jours, en ne prenant en compte que les fonctionnaires sélectionnés et nommés par le gouvernement en place. Ces données peuvent s'expliquer par diverses raisons : certains ont démissionné suite à de soupçons de corruption, d'autres pour des raisons ou des impératifs politiques. Nombreux sont ceux qui n'ont peut-être pas répondu aux attentes, et d'autres encore ont démissionné en raison de retards de salaire qui, aux plus hauts niveaux de responsabilité, ont atteint des proportions absurdes. Mais il est inévitable de s'interroger sur l'influence de l'exigence d'une discipline extrême et de l'incapacité, au sein du gouvernement, à tolérer la pluralité des voix et l'échange d'idées sur ce nombre record de démissions. On sait que de nombreux relais ont servi de « *messagers* » internes : quiconque dit un mot de trop ou de moins, peut être évincé.

Sergio Neiffert , Marco Lavagna, Paul Starc , Juan Pazo, Carlos Casares, Luis Pierrini , Daniel Tillard et José Rolandisont huit des 45 fonctionnaires qui ont présenté leur démission depuis décembre.

Bien sûr, un gouvernement doit aspirer à une certaine homogénéité et à un alignement clair avec les objectifs et les décisions du président. Mais la discipline et la cohérence au sein d'une équipe gouvernementale sont une chose, et l'uniformité et le contrôle vertical en sont une autre, car ces derniers empêchent toute possibilité de nuance et de débat franc. On l'a déjà constaté avec le kirchnérisme, qui a érigé l'obséquiosité en norme : « *On ne parle pas au président, on l'écoute* », conseillait Carlos Zannini à ses interlocuteurs. C'est un principe qui radicalise les cercles présidentiels : pour plaire, survivre et progresser, il faut applaudir le dirigeant et se comporter comme une chambre d'écho. Ne jamais le contredire ; ne jamais remettre en question une décision ou un ordre. C'est la logique de la caserne. Ou de « *l'organisation* ».

Les professionnels à l'expertise technique incontestable qui ont intégré l'administration ont dû choisir entre le silence et la « talibanisation ». Pour le « chef », les fonctionnaires peuvent passer de « génies » à « traîtres » en un clin d'œil. Ces brusques revirements de l'opinion présidentielle instaurent souvent un climat d'insécurité et de peur autour du dirigeant. Nombre de limogeages ont suivi une méthode commune : mauvais traitements, affronts brutaux et exécution rapide. De ce système, comme nous l'avons déjà constaté, découlent plusieurs risques : d'une part, les fonctionnaires privilégieront l'obéissance et les applaudissements automatiques pour éviter d'être maltraités ; d'autre part, beaucoup, notamment ceux occupant des postes subalternes, chercheront à se faire discrets, à « faire profil bas » et à se tenir le plus loin possible du contrôle présidentiel ; enfin, des professionnels compétents pourraient décider de quitter la fonction publique, voire de ne pas y entrer, face à la simple possibilité d'être soumis à un traitement humiliant. Tout concourt à nuire à la professionnalisation de l'administration et à la qualité de la gestion.

La démission de la direction d'INDEC [= INSEE] doit peut-être être interprétée dans ce contexte : il n'y a pas de place pour les « raisons techniques ». Et quiconque les invoquera sera non seulement destitué, mais fera également l'objet de campagnes de diffamation auxquelles se livrent avec enthousiasme de nombreux porte-parole du pouvoir en place.

Que se serait-il passé si, lors de cette soirée *sushi*, un député s'était levé et avait respectueusement indiqué à la Secrétaire Générale de la Présidence -Karine Milei- que, dans l'intérêt du gouvernement (et, bien sûr, des citoyens), il préférerait lire les projets de loi avant de voter ? Il est peut-être bon de se souvenir de Bertrand Russell : « *L'obéissance aveugle est le véritable ennemi de la liberté* ». Lire avant de voter prend généralement plus de temps et exige dialogue, explications et recherche de consensus. Mais c'est la nature même de la démocratie républicaine : peut-être plus laborieuse et fastidieuse, mais préférable à tout raccourci.

[Luciano Román](#) pour [La Nación](#)

[La Nación](#). Buenos Aires, le 11 février 2026.

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiassi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 18 février 2026.